

[Un désir de communisme](#)

Bernard Friot, Entretien par Pierre Jacquemain, *Regards.fr*, 10 septembre 2020
[voir la vidéo](#)

Le sociologue et économiste Bernard Friot s'est entretenu avec Judith Bernard pour le site d'entretiens Hors-Série. Ils en ont fait un ouvrage : Un désir de communisme paru aux éditions Textuel. Il est l'invité de #LaMidinale.



Bernard Friot : « Le Covid nous a montré la nocivité de l'État »

JUDITH BERNARD FRIOT SOCIOLOGUE ET ÉCONOMISTE, INVITÉE DE « UN DÉSIR DE COMMUNISME » (TEXTUEL)

Sur le désir de communisme

« Je ne pense pas qu'on puisse poursuivre le mouvement communiste s'il n'y a pas un désir de communisme. »

« Comme économiste et sociologue du travail, j'ai un désir qui est l'expression positive d'une souffrance devant le fait que nous ne décidons rien au travail, de ce qui va être produit, où et comment. »

Sur l'anticapitalisme et le communisme

« Il peut y avoir un anticapitalisme majoritaire sans qu'il y ait désir de communisme. »

« L'anticapitalisme peut être très démobilisateur. C'est peu mobilisateur. »

« Il s'agit de convertir l'expérience commune de la souffrance au travail - nous ne travaillons pas comme nous désirons travailler - en désir de communisme. En désir d'être souverain sur le travail. »

« J'insiste sur le déplacement de l'action collective vers l'auto-organisation sur les lieux de travail. »

Sur le mot communisme

« Je constate que chez les jeunes, de façon claire, le mot communisme aujourd'hui correspond à une attente. »

« Il y a un phénomène d'autocensure chez les communistes avec un contournement sémantique du mot communisme. »

« Je rencontre plutôt une adhésion au communisme depuis plusieurs années. »

« Un projet de gauche est nécessairement communiste. »

Sur la réalité du communisme

« ce qui reste à construire c'est le fait de mettre sur le mot communiste, des institutions auxquelles nous sommes attachées pour montrer que le communisme est déjà là. »

« Le parti communiste et les organisations qui se réclament des institutions sur lesquelles je met le mot communisme - le statut de la fonction publique, le régime général de la sécurité sociale - ne le lisent pas comme tel. »

« Le communisme est une réalité empirique qui est en train de se construire dans tous les pays capitalistes. »

Sur les obstacles à l'adhésion communiste

« Le milieu anticapitaliste et critique des chercheurs en sciences sociales considère qu'il n'y a qu'une seule classe pour soi, c'est la bourgeoisie. Et qu'en face, il peut y avoir des résistances, mais qu'il n'y a pas de classe pour soi, révolutionnaire (...). Cette lecture a déteint sur les directions syndicales dont ils sont en général les conseillers. »

« Il y a cette idée que les travailleurs sont des victimes, que le système capitaliste génère des victimes et il s'agit d'être solidaire des victimes mais dans le même ils écrivent l'histoire dont la bourgeoisie a besoin : il n'y a pas de classes révolutionnaires. »

Sur l'action collective

« Au coeur de la poursuite du mouvement communiste, il y a une action dans les entreprises et dans les services publics pour devenir maître du travail et refuser de faire un travail avec lequel on est en désaccord. Pour sortir de l'énorme distance qui existe entre ce que j'estime être du bon travail et ce que je fais. Il faut en sortir avec une détermination collective à affronter les directions, les actionnaires. »

« À l'origine du comportement unifié de la bourgeoisie capitaliste - alors qu'ils se détestent tous - il y a le fait qu'ils ont une responsabilité commune qui est de maintenir leur monopole sur le travail et la production. Ils sont prêts à tout pour rester unis. En face, il n'y a pas cette détermination commune pour ôter à la bourgeoisie son monopole sur le travail. »

« Le ciment de l'union, c'est pas la convergence des projets, c'est pas négocier des programmes qui vont ensemble. Le ciment de l'union c'est la prise de responsabilité sur le travail, ensemble. »

Sur la dette d'investissement

« Dans les propositions que je fais, il y a le fait que nous remplaçons le crédit par la subvention, comme nous l'avons fait dans les années 60 avec la mise en place des hôpitaux/CHU. Ça passe par le fait que les entreprises affectent ce qu'elles versent aujourd'hui de leur valeur ajoutée au remboursement de la dette d'investissement, à une cotisation qui irait à une caisse d'investissement, laquelle subventionnerait les investissements - ce qui libérerait les entreprises de l'emprise du capital (...). Cette proposition-là, vient nourrir un désir de communisme. »

« Il n'y a aucune raison que pour pouvoir travailler on commence par s'endetter et qu'on soit redevable vis-à-vis d'un prêteur, qui ne prête ce qu'il nous a piqué ou ce qu'il va nous piquer. »

« L'avance d'argent peut se faire autrement que par le crédit. Il peut se faire par la subvention dès lors que la valeur ajoutée est cotisée à des caisses, gérées par des travailleurs. »

« Il faut généraliser ce mécanisme en faisant une sécurité sociale de l'alimentation, une sécurité sociale du transport... dans lesquelles l'investissement de tous les producteurs alternatifs que nous allons soutenir contre les producteurs capitalistes, sera subventionné. Charge à ces producteurs de verser leur valeur ajoutée à une caisse d'investissement. »

« Dire qu'il n'est pas audible d'annuler la dette est totalement contre productif. Il faut dire qu'on l'a déjà fait et que ça a marché. »

Sur la place et le rôle de l'Etat

« Y'a pas que la gauche qui plaide pour plus d'Etat. Au coeur de la revendication de plus d'Etat, il y a la bourgeoisie capitaliste. »

« La bourgeoisie capitaliste a besoin de plus d'Etat. »

« Si on se met dans les roues de la bourgeoisie capitaliste en demandant plus d'Etat, on est vraiment en dessous de tout. »

« Le Covid nous a montré la nocivité de l'Etat. »

« La résistance, ce sont les soignants qui, contre les gestionnaires, font face à la pandémie. »

« L'enjeu, c'est que nous prenions le pouvoir sur la production, partout. Et ça suppose plus de fonctions collectives et de délibérations collectives, si on met en sécurité sociale la production d'alimentation, de la production de transports de proximité, etc. »

« Il nous faut beaucoup plus de fonctions et de délibérations collective, ce qui suppose beaucoup plus d'institutions, de socialisation de la valeur avec des caisses, mais pas du tout confiées à l'Etat, confiées aux intéressés eux-mêmes. »

Sur la lutte des classes et les lieux de la lutte

« Il y a parmi les militants une forme de croyance au ciel. Le ciel s'appelle demain dans la religion laïque dans laquelle nous sommes. Demain joue exactement le rôle du ciel dans les religions avec Dieu. C'est un lieu de consolation qui nous dispense de mener la lutte aujourd'hui. Ça me frappe beaucoup. »

« Il y a une espèce d'acceptation d'un présent inadmissible au nom d'un demain qui sera le paradis sur terre. Et je pense qu'il y a un énorme travail d'athéisation à faire dans nos pratiques militantes. Je pense qu'elles sont fondamentalement religieuses. »

« L'idée que ce que nous vivons n'est pas le communisme parce qu'il y a lutte de classes, l'idée que ce que nous vivons n'est pas le communisme parce que nous n'avons pas pris le pouvoir d'Etat, l'idée que ce que nous vivons n'est pas le communisme parce qu'il n'y a pas eu l'étape socialiste : cette idée est fondamentalement démobilisatrice. Et elle nous fait accepter l'idée de mener la bataille social-démocrate où on va défendre des droits, parce qu'on a conquis plus, sauf la bagarre féministe qui est un lieu décisif de conquête des droits. Dans la classe révolutionnaire il y a évidemment le combat féministe. »

« Vivre en permanence dans le présent de la révolution, dans le présent du communisme, dans le déjà là du communisme, c'est ne pas accepter de travailler contrairement à notre déontologie. Non pas dans une résistance individuelle qui est vouée à l'échec mais dans une organisation collective qui déplace l'action syndicale d'une forme d'indifférence à ce qui est produit, à une détermination à ne produire que ce que nous avons décidé de produire. »

« N'espérons pas assumer l'enjeu écologique si nous continuons à vivre sous cette logique du communisme, demain. C'est aujourd'hui que les choses se jouent dans un désir de communisme. »

Sur le racisme

« À l'origine de la xénophobie il y a une peur des personnes sur leur statut de travailleur. Ils ont peur que la globalisation capitaliste aboutisse à la perte de leur emploi. »

« L'idée de travailler moins pour travailler tous, c'est accepter l'idée qu'il y aurait moins de travail à l'avenir et que donc pour travailler tous, il faudrait travailler moins. Et dans l'idée que s'il y a moins de travail à l'avenir, l'étranger est toujours de trop. Ce projet là de la gauche est affligeant. Il faut dénoncer ce discours. »

« À partir du moment où nous affrontons collectivement les directions pour changer le travail, où nous passons de l'agro-business à la production agricole grâce à la sécurité sociale de l'alimentation, il faudra infiniment plus de travail vivant. »

« La logique capitaliste élimine le travail vivant alors que la logique communiste centre le travail sur le travail vivant. »

« Il s'agit de montrer que dans tous les domaines, ceux des transports, de la construction, etc., que c'est au contraire en augmentant la place du travail vivant que nous allons construire le communisme et va nous rendre en capacité d'accueillir le monde entier. »

« On ne condamne les thèses du RN que sur le plan moral et on est incapable, de manière structurelle, de montrer que dès lors que nous prenons le travail en main, nous allons étendre considérablement le champ du travail et que nous allons éteindre du même coup, le fondement de la xénophobie. »

Sur écologie et communisme

« Il y a un désir d'inscrire notre espèce dans l'harmonie avec les vivants. »

« Il faut mettre le travail vivant au cœur de l'activité de production et non pas son élimination comme le fait le capitalisme. C'est ça la mondialisation communiste. »

« Je suis pour la mondialisation communiste. »